



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**DÉLÉGATION CÔTE D'AZUR
250 RUE ALBERT EINSTEIN
06560 SOPHIA ANTIPOLIS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

APPEL D'OFFRES OUVERT

**ACCORD-CADRE PORTANT SUR DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN
D'ANIMALERIE DE LIGNEES DE RONGEURS A L'IPMC**

Procédure 2025-06

Version : 20/11/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PREAMBULE	4
ARTICLE 2 – OBJET DU L’ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 – FORME DU CONTRAT	4
ARTICLE 5 – ALLOTISSEMENT.....	5
ARTICLE 6 – MODIFICATIONS DU CONTRAT : CLAUSES DE REEXAMEN	5
6.1 MODIFICATION DU GROUPEMENT D’ENTREPRISES.....	5
6.2 MODIFICATION DE LA REMUNERATION EN CAS DE GROUPEMENT D’ENTREPRISES SOLIDAIRE	5
6.3 MODIFICATION DU PRIX DE L’ACCORD-CADRE AU-DELA DE LA CLAUSE DE SAUVEGARDE	6
6.4 AJOUTS ET MODIFICATIONS DE PRESTATIONS	6
ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DU CONTRAT RELATIVES AU TITULAIRE.....	6
7.1 GENERALITES	6
7.2 MODIFICATIONS MINEURES.....	6
7.3 MODIFICATIONS MAJEURES.....	6
ARTICLE 8 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE ET DELAI D’EXECUTION	7
8.1 DUREE DE L’ACCORD-CADRE.....	7
8.2 DELAIS D’EXECUTIONS.....	7
ARTICLE 9 – LIEU D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 10 – REPRESENTATION DES PARTIES.....	7
ARTICLE 11 – ORGANISATION DU TRAVAIL.....	8
11.1 GENERALITES	8
11.2 ENCADREMENT ET OBLIGATIONS DU PERSONNEL.....	8
11.3 ACCES AUX LOCAUX	8
11.5 CONTINUITE DE SERVICE	9
ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DES PARTIES	9
12.1 OBLIGATIONS DU CNRS	9
12.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
12.3 HYGIENE ET SECURITE	9
12.4 OBLIGATION DE SECRET	9
12.5 PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT	9
ARTICLE 13 – CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	10
13.1 CO-TRAITANCE	10
13.2 SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 14 – CONDITIONS DE TRAVAIL	10
14.1 MATERIEL ET OUTILLAGE	10
14.2 PREVENTION DES RISQUES / PLAN DE PREVENTION	11
ARTICLE 15 – ASSURANCES.....	11
ARTICLE 16 – RESILIATION	11
16.1 RESILIATION SANS FAUTE	11

16.2 RESILIATION POUR FAUTE	11
16.3 RESILIATION POUR REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	12
ARTICLE 17 – PRIX DE L’ACCORD-CADRE.....	12
17.1 PRINCIPES GENERAUX	12
17.2 FORME DES PRIX	13
17.2.1 PRIX FORFAITAIRES	13
17.2.2 PRIX UNITAIRES.....	13
17.3 REVISION DU PRIX	13
ARTICLE 18 – CLAUSE DE SAUVEGARDE	14
ARTICLE 19 – PENALITES.....	14
ARTICLE 20 – MODALITES DE REGLEMENT.....	15
20.1 PRESENTATION DES FACTURES	15
20.2 FACTURATION ELECTRONIQUE.....	16
20.3 REGLEMENT DES INTERETS MORATOIRES.....	16
ARTICLE 21 – AVANCES.....	17
ARTICLE 22 – NANTISSEMENT DE CREANCES	17
ARTICLE 23 – CONTRÔLE DES PRESTATIONS	17
23.1 GENERALITE DU CONTROLE	17
23.2 ORGANE DE CONTROLE ET MODALITES DE CONSTATIONS	18
ARTICLE 24 – OBLIGATION D’INFORMATION ET DE CONSEIL	18
ARTICLE 25 – CONFIDENTIALITE.....	18
ARTICLE 26 – DISPOSITION GENERALES	19
26.1 MESURES DE SECURITE.....	19
26.2 CERTIFICATION ET SECURITE DES PERSONNELS	19
26.3 MESURE DE PORTEE GENERALE	20
ARTICLE 27 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES	21
ARTICLE 28 – LITIGES – DROIT APPLICABLE	21
ARTICLE 29 – DEROGATION AU CCAG-FCS	21

ARTICLE 1 – PREAMBULE

- Le terme « **CNRS** » désigne le centre national de la recherche scientifique ;
- Le terme « **Titulaire** » désigne l'opérateur économique qui se voit attribuer l'accord-cadre ;
- Le terme « **Accord-cadre** » désigne le contrat conclu entre le CNRS et le Titulaire.

ARTICLE 2 – OBJET DU L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet l'externalisation des opérations de laverie et de gestion des hébergements de l'animalerie de l'Institut de Pharmacologie Moléculaire et Cellulaire (IPMC) localisée à Sophia-Antipolis (06).

Nomenclature :

Code NACRE	KG.01
Code CPV	85210000

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux contrats publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022 ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) et ses annexes éventuelles ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG-FCS applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du contrat. Le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance de tout texte ou réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

Toute clause portée dans une documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du contrat, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 4 – FORME DU CONTRAT

Il s'agit d'un accord-cadre composite comprenant une partie forfaitaire et une partie à bons de commandes. Cette dernière partie est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 720 000 € HT pour toute la durée du marché, soit 4 ans, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

- Pour la partie à prix globale et forfaitaire : Le CNRS adressera au Titulaire un bon de commande annuel facturé en douzième mensuellement ;
- Pour la partie à bons de commande : Le CNRS adressera au Titulaire ses bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, les bons de commande deviennent définitifs si le Titulaire n'a pas fait part d'observation écrite au signataire dans un délai de 3 jours ouvrés qui suivent sa réception.

ARTICLE 5 – ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, l'accord-cadre n'est pas alloti dans la mesure où l'objet de l'accord-cadre ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

ARTICLE 6 – MODIFICATIONS DU CONTRAT : CLAUSES DE REEXAMEN

6.1 Modification du groupement d'entreprises

En cas de groupement d'entreprises, la composition dudit groupement pourra être modifiée au cours de l'exécution du marché (substitution d'un ou plusieurs cotraitants par un ou plusieurs opérateurs économiques, etc.).

La modification envisagée est soumise à l'acceptation préalable du pouvoir adjudicateur. En cas de substitution ou d'ajout d'un co-traitant, ou de reprise par l'un des autres co-traitants, le Titulaire prend sa décision au vu de son aptitude à assurer la poursuite de l'exécution du marché dans les conditions contractuelles convenues. À cette fin, il produit :

- un courrier présentant les raisons de la modification, accompagné des documents justificatifs ;
- l'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent marché pour l'analyse des candidatures ;
- les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique définis par les articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

En cas d'acceptation du pouvoir adjudicateur, une modification du contrat ou un avenant entérine la substitution de cet opérateur économique au cotraitant initial.

Il est entendu que, cette substitution n'entraîne aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution de Titulaire (identité et représentants du cocontractant, coordonnées postales et bancaires). Le co-traitant substitué reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du co-traitant initial résultant du présent marché à la date d'effet de la substitution.

De même, la nature du groupement ou le statut du mandataire d'un groupement conjoint pourront également faire l'objet d'une modification à l'initiative du mandataire du groupement.

6.2 Modification de la rémunération en cas de groupement d'entreprises solidaire

En cas de groupement d'entreprises solidaire, la rémunération des membres du groupement pourra être modifiée au cours de l'exécution du marché.

En fonction du choix initial du titulaire, le paiement pourra être modifié pour être effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, ou à l'inverse pour que chaque membre du groupement perçoive directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Dans le second cas, le titulaire détaillera la répartition des prestations restant à réaliser de chacun des membres du groupement.

6.3 Modification du prix de l'accord-cadre au-delà de la clause de sauvegarde

Lorsque la révision des prix conduit à une augmentation des prix supérieure au seuil indiqué à l'article 18 du présent CCAP, le CNRS et le titulaire conviennent par avenant des nouveaux prix de l'accord-cadre. Cette faculté doit toutefois être exceptionnelle et dûment justifiée par le titulaire.

6.4 Ajouts et modifications de prestations

En cas de besoin nouveau du CNRS, dans la limite de l'objet de l'accord-cadre ou de changement mélioratif de procédures à l'initiative du titulaire, l'annexe à l'acte d'engagement pourra faire l'objet de modifications. Toutefois, l'ajout de nouvelles prestations est limité à 4, que ce soient des prestations récurrentes ou occasionnelles et sur la durée totale de l'accord-cadre.

Ces modifications sont effectuées par avenant.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DU CONTRAT RELATIVES AU TITULAIRE

7.1 Généralités

Toute modification affectant le Titulaire est portée impérativement à la connaissance du CNRS.

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.)

7.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures, les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification de l'adresse que le Titulaire a renseignée dans le présent accord-cadre ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant, mais doivent être notifiées conformément aux stipulations de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

7.3 Modifications majeures

Sont considérées comme majeures tous les projets de fusion ou absorption de l'opérateur économique Titulaire et tous projets de cession de l'accord-cadre.

Le Titulaire produit les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre serait transféré ou cédé.

ARTICLE 8 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAI D'EXECUTION

8.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter du 1^{er} février 2026 pour les prestations en laverie et à compter du 1^{er} mars 2026 pour les prestations en animalerie et prend fin pour sa première période au 31 janvier 2027.

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an, renouvelable trois (3) fois par tacite reconduction sans que la durée globale ne puisse excéder quatre (4) ans. Le Titulaire ne peut s'y opposer.

La décision de non-reconduction est notifiée avant la date anniversaire de l'accord-cadre par courrier recommandé avec accusé de réception, au moins trois (3) mois avant la fin de la période en cours.

8.2 Délais d'exécutions

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-FCS, les prestations récurrentes de l'accord-cadre relève d'une activité continue telle que définit à l'article 3.1 du CCTP, tandis que les prestations occasionnelles en animalerie et en laverie s'effectuent au mois et la durée d'intervention d'un vétérinaire sera définit au cas par cas à la survenance du besoin.

ARTICLE 9 – LIEU D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'adresse d'exécution des prestations est la suivante :

<p>Institut de Pharmacologie Moléculaire et Cellulaire (IPMC) 660 Route des Lucioles 06560 Valbonne</p>
--

ARTICLE 10 – REPRESENTATION DES PARTIES

Le Titulaire désigne, conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du CNRS.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu de signaler toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteraient :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions ;
- à ses coordonnées bancaires.

Certaines de ces modifications nécessitent la contractualisation d'une modification du marché (avenant). Dans un souci de transparence, il apparaît important d'informer le CNRS sur les modifications en cause.

ARTICLE 11 – ORGANISATION DU TRAVAIL

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après :

11.1 Généralités

Le Titulaire garantit la mise à disposition au CNRS d'une adresse électronique et d'un numéro en ligne directe non-surtaxée.

Le Titulaire demeure le seul et unique interlocuteur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

11.2 Encadrement et obligations du personnel

Le Titulaire est responsable de ses agents en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui pourraient être commis par son personnel.

Il est rappelé que le Titulaire doit veiller à ce que son personnel respecte les règles suivantes :

Interdiction :

- De fumer dans les locaux ;
- D'utiliser le téléphone sauf pour les appels de secours urgents ;
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées ;
- De pénétrer dans les locaux en état d'ivresse ou sous l'influence de drogues ;
- De créer des désordres ou de tenir des réunions sur le site ;
- De manquer de respect à des personnels du CNRS ;
- De prendre ou d'utiliser du matériel ou des produits appartenant au CNRS ;
- De percevoir des pourboires...

Cette liste n'est pas limitative.

Le CNRS se réserve le droit d'exiger du Titulaire le remplacement de tout employé dont le comportement ou la tenue dans l'exercice de ses fonctions seraient susceptibles de porter gravement préjudice, au renom du CNRS et à tous autres engagements contractuels pris par le Titulaire au titre du présent accord-cadre.

11.3 Accès aux locaux

Le CNRS informe le Titulaire des conditions d'accès et de sortie des locaux, et plus précisément que les locaux sont concernés par l'article 26.1 du présent CCAP.

Les locaux sont protégés par un système de télésurveillance.

Le Titulaire et le CNRS procéderont avant le commencement des prestations à une information réciproques sur les risques particuliers encourus sur les mesures de préventions envisagées.

Le CNRS fournit au Titulaire les plans d'interventions détaillées et les consignes particulières applicables sur le site lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre.

11.5 Continuité de service

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité de son service en cas d'arrêt de travail de son personnel. Le Titulaire est tenu d'assurer les prestations et la bonne gestion des absences de ses agents.

Le CNRS se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 19 du présent CCAP et/ou des réfections directes, en cas de non-exécution partielle des prestations.

ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DES PARTIES

12.1 Obligations du CNRS

Le CNRS s'assure que ses structures sont susceptibles d'accueillir, avec l'efficacité et la sécurité requises, les prestations citées en objet du présent accord-cadre.

Le CNRS s'engage à faciliter l'accès au bâtiment aux agents du Titulaire pour l'exécution des prestations.

12.2 Obligations du Titulaire

Il est expressément entendu que le personnel du Titulaire ou le cas échéant du ou des sous-traitants, demeure à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacement...). Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du Titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

Les dispositions de l'article 6 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune restriction.

12.3 Hygiène et sécurité

Le Titulaire est tenu d'organiser régulièrement des séances de formation de son personnel portant notamment sur les notions d'hygiène et de sécurité.

Le CNRS se réserve le droit d'exiger du Titulaire, le retrait et le remplacement immédiat de tout agent, salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment citées.

12.4 Obligation de secret

Le Titulaire et son personnel sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, techniques, financières, administratives, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, qui leur auront été communiquées par le CNRS, ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune restriction.

12.5 Protection de l'environnement

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune restriction.

ARTICLE 13 – CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

13.1 Co-traitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du CNRS jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

13.2 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, dans les conditions décrites aux articles L-2193-1 à L-2193-3 et R-2193-1 du Code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation écrite des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le CNRS.

Il est fait application des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance et du Chapitre III : Sous-traitance du Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre :

- Le formulaire DC4 pré-rempli par le CNRS fourni dans le dossier de consultation des entreprises, dûment complété, daté et signé par la société titulaire du marché et par son sous-traitant.
En cas de signatures électroniques certifiées RGS ou eIDAS du titulaire et du sous-traitant, le DC4 peut être transmis par voie électronique. Dans le cas contraire, le DC4 doit être envoyé avec signatures manuscrites originales par voie postale ;
- Une attestation d'assurance du sous-traitant en cours de validité ;
- Une attestation fiscale récente prouvant que la société du sous-traitant est à jour de ses obligations auprès du Trésor Public ;
- Une attestation de vigilance URSSAF du sous-traitant en cours de validité ;
- Un relevé d'identité bancaire ou postal ;
- Le cas échéant, une délégation de pouvoir émanant de la personne habilitée à engager la société au profit du signataire du DC4. Cette disposition s'applique au titulaire et à son sous-traitant ;
- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le titulaire au CNRS dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant. Conformément à l'article R 2193-4 du code de la commande publique, le délai réglementaire d'acceptation et d'agrément tacite d'un sous-traitant est de 21 jours à compter de la réception des documents prévus à l'article R 2193-3 dudit code, en cas de silence gardé par le CNRS.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

ARTICLE 14 – CONDITIONS DE TRAVAIL

14.1 Matériel et outillage

Le Titulaire fournit l'ensemble du matériel et de l'outillage et tout autre moyen nécessaire à son personnel pour réaliser les prestations.

14.2 Prévention des risques / Plan de prévention

Selon la réglementation en vigueur, des dispositions doivent être prises par le CNRS et le Titulaire avant toute prestation pour prévenir des risques, liés à l'interférences entre les activités, les installations et les matériels du laboratoire.

A la notification de l'accord-cadre, un Plan de Prévention sera établi pour le bâtiment.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Le Titulaire doit contacter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, les victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

À tout moment durant d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 16 – RESILIATION

16.1 Résiliation sans faute

Le CNRS se réserve la possibilité, à tout moment, et sans faute du Titulaire, de mettre fin au contrat avant l'achèvement de celui-ci, par une décision de résiliation notifiée au Titulaire dans les cas où le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ou pour un motif d'intérêt général.

La résiliation du contrat prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation notifiée au Titulaire, ou à défaut à la date de sa notification.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, la résiliation non constitutive d'une faute du Titulaire n'entraîne pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché.

16.2 Résiliation pour faute

Le présent contrat peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Après signature du contrat, en cas d'inexactitude des documents demandés au titre de l'offre (pièces mentionnées aux articles D. 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale et attestations et certificats délivrés par le administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales) et de ceux fournis au titre de la candidature, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

16.3 Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le Titulaire du contrat. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code susvisé.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du contrat, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

ARTICLE 17 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE

17.1 Principes généraux

Pour l'ensemble des prix (unitaires et forfaitaires), les prix sont réputés comprendre :

- Les prix sont réputés complets et comprennent la réalisation des prestations demandées, les charges fiscales, parafiscales, ou autres, frappant obligatoirement les prestations ainsi que ceux correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel, en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues au contrat.
- **Toutes les sujétions précisées dans le cahier des charges.**
- Toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations. A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par le prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont décrites dans le cahier des charges et de celles qui sont prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent la prestation.
- Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.
- En cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Le Titulaire est réputé avoir pris en compte, lors de l'étude de son offre, toutes les indications rappelées dans le dossier de consultation. Il est donc réputé avoir apprécié l'ensemble des sujétions particulières pouvant entraîner des augmentations de ses prix unitaires.

La monnaie de référence est l'euro (€).

17.2 Forme des prix

Le prix fait apparaître le montant HT, la TVA et le montant TTC.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'émission de la facture.

À défaut de toute indication, les prix marché sont réputés établis en euros (€) HT.

Le marché est traité à prix mixtes, d'une part à prix forfaitaires suivant les prix indiqués à la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF/ annexe à l'acte d'engagement), et, d'autre part à prix unitaires suivant les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU/ annexe à l'acte d'engagement).

Les prix seront appliqués aux prestations réellement exécutées.

La non-exécution d'une prestation prévue au marché fera l'objet d'une réfaction sur le prix.

17.2.1 Prix forfaitaires

Le prix global et forfaitaire annuel s'applique à l'exécution des prestations récurrentes telles que décrite à l'article 3.1 du CCTP.

17.2.2 Prix unitaires

Les prix unitaires correspondent à la réalisation de prestations occasionnelles telles que décrite à l'article 3.2 du CCTP.

17.3 Révision du prix

Les prix HT sont réputés établis sur la base des conditions économiques à la date de remise de l'offre par le Titulaire ; ce mois est appelé Mo ou « mois zéro ».

Conformément à l'article R. 2112-13 du code de la commande publique et à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, les prix sont révisibles tous les trois (3) mois à compter de la première date de prise d'effet de l'accord-cadre (1^{er} février 2026), **sur proposition du Titulaire**, par application de la formule suivante :

$P = P_0 * (ICH-M / ICHT-M 0)$

Selon les dispositions suivantes :

- P = prix révisés HT du contrat ;
- P₀ = prix initiaux HT fixés dans l'offre du Titulaire ;
- ICHT-M 0 = l'indice du coût horaire du travail révisé tous salariés – Activité spécialisées, scientifiques, techniques en vigueur à la date de remise de l'offre par le Titulaire ;
- ICHT-M = la dernière valeur connue de l'indice à la date de la révision.

Cet indice est consultable sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/accueil>

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision (ICHT-M / ICHT-M 0) sera arrondi au millième supérieur.

Il ne sera pas procédé à des révisions provisoires.

En cas de disparition d'un indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre-elles. À défaut d'un tel avenant, l'indice est conservé à sa dernière valeur avant disparition.

Les factures feront apparaître l'indice et modalités de calcul.

Toute demande de révision du prix devra être **obligatoirement** communiqué par le titulaire au courriel suivant : dr20.liste.marches@cnrs.fr. Sans réponse du CNRS dans les quinze (15) jours suivant la présentation de la révision, elle est réputée acceptée. En aucun cas, une prestation ne pourra être facturée au CNRS selon un nouveau tarif, plus élevé que l'ancien, sans notification préalable au CNRS. **Sans proposition de révision des prix du Titulaire, les prix antérieurs continuent de s'appliquer jusqu'à la prochaine échéance de révision.**

ARTICLE 18 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

La révision ou l'ajustement des prix ne pourra conduire à une augmentation des prix de plus de **1%** par trimestre.

En cas de dépassement, les parties conviennent de se réunir pour justifier ce dépassement. En cas de désaccord entre les parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

ARTICLE 19 – PENALITES

Toutes les pénalités s'entendent en jours calendaires, incluant les samedis, dimanches et jours fériés et s'appliquent après que le CNRS a demandé au titulaire de présenter ses observations en cas de non-respect des conditions d'exécution fixées au contrat, par écrit dans un délai de quinze (15) jours resté sans réponse ou si le CNRS considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que la faute ne lui est pas imputable. Si ces observations sont acceptées par le CNRS, ce dernier diminue ou exonère les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS et sous réserve des conditions en supra, les pénalités suivantes s'appliquent et elles sont cumulables :

Points de contrôles	Pénalités
Non-respect du règlement intérieur de l'IPMC par le personnel du Titulaire.	Deux cent euros (200 €) par événement constaté.
Manquement aux obligations contractuelles du Titulaire vis-à-vis des prestations récurrentes et occasionnelles.	Deux cent euros (200 €) par événement constaté. Cent euros (100 €) par jour de retard constaté jusqu'à la régularisation de l'engagement du Titulaire.
Absence de réponse à un courriel d'un des membres du comité de pilotage dans le délai imparti.	Cent euros (100 €) par événement constaté.
Absence de remise du dossier de présentation d'un agent du Titulaire avant sa prise de poste.	Deux cent euros (200 €) par événement constaté. Cent euros (100 €) par jour de retard constaté jusqu'à la remise du dossier.
Retard ou départ anticipé d'un agent du Titulaire.	Cent euros (100 €) à chaque retard ou départ anticipé.
Respect des quarantaines sanitaires du personnel déployé.	Cinq cent euros (500 €) en cas de personnel ayant fréquenté une animalerie de statut sanitaire inférieur sans respect de la quarantaine de 72h.
Manquement de la quantité souhaitée d'aliments dans les mangeoires et d'eau dans les biberons.	Cinquante euros (50 €) par cage non conforme.

Absence lors des réunions de travail.	Deux cent euros (200 €) lors de chaque absence injustifiée ou non excusée pour une raison valable.
Retard lors des réunions de travail.	Cinquante euros (50 €) pour un retard de plus de 30 minutes non excusée pour une raison valable par rapport à l'horaire prévu.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à mille euros HT (1 000 €).

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS susvisé, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 30 % du montant total de l'accord-cadre, prestations occasionnelles incluses.

Le Titulaire encourt, en cas d'exécution partielle ou de non-exécution totale des prestations, des réfections et, le cas échéant, l'application de l'article 45 du CCAG-FCS « Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire ».

Les pénalités ne sont pas libératoires du préjudice subi par le CNRS, ce dernier se réserve ainsi le droit de demander des indemnités devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 20 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son IBAN original. Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son IBAN.

La facturation s'effectuera mensuellement à terme échu d'un montant égal à 1/12^{ème} du montant global annuel.

Sont déduites du montant des factures, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCAP.

20.1 Présentation des factures

Les factures afférentes aux paiements, doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- Les références du bon de commande (objet et numéro de l'accord-cadre + numéros de SIRET du Titulaire) ;
- La période concernée ;
- La nature de la prestation et le détail des prestations exécutés ;
- Le montant hors taxe ;
- Les pénalités éventuelles déduites ;
- Le montant total hors taxe ;
- Le taux et le montant total de la TVA ;
- Le montant total toute charge comprise en euros.

L'omission des mentions précitées dans la facture, entraîne une suspension du délai global de paiement.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) – Structure CNRS (SCD) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (UMR7275) ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du contrat ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.
- Le centre de facturation de l'IPMC :

20.2 Facturation électronique

Conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

20.3 Règlement des intérêts moratoires

Le règlement sera effectué après validation du service fait, par virement bancaire sur le compte du Titulaire. En cas de litige et notamment si le CNRS n'est pas satisfait de l'exécution des services, les paiements pourront être retardés jusqu'au règlement du litige.

Conformément aux dispositions aux articles R. 2192-10 et R. 192-12 du code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues au titre du présent contrat est de trente (30) jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le Titulaire auprès de l'Ordonnateur de la dépense ou de la date de réalisation de la prestation si elle est postérieure à la réception de la facture.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du contrat, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de quarante euros (40 €) sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande Publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

Le Délégué Régional pour la Délégation Côte d'Azur du CNRS
Les Lucioles 1 – Campus Azur
250 rue Albert Einstein
06905 Sophia Antipolis Cedex.

Le Comptable chargé du paiement est :

ARTICLE 21 – AVANCES

Sans objet.

ARTICLE 22 – NANTISSEMENT DE CREANCES

Le CNRS remet au Titulaire sur demande de ce dernier un certificat de cessibilité selon des modalités définies par l'arrêté du 28 juillet 2020 fixant le modèle de certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics.

Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements relatifs au nantissement est le Délégué régional.

Le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

La notification de la cession de créance doit être adressée à :

**CNRS – Délégation Côte d'Azur
SFAC – Agent comptable Secondaire
250 rue Albert Einstein – CS 10269
06905 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX**

Il est recommandé au Titulaire de ne pas céder entièrement sa créance dans le cas où celui-ci souhaite recourir à la sous-traitance en cours d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 23 – CONTRÔLE DES PRESTATIONS

23.1 Généralité du contrôle

Le comité de pilotage de l'animalerie souris (responsable scientifiques, chercheuse-vétérinaire, responsable technique) met en place une méthode de contrôle des prestations. Cette méthode de contrôle doit permettre de transcrire la notion subjective de propreté, rangement et d'organisation de l'animalerie en une notion objective et mesurable.

Le principe consiste à contrôler d'une manière aléatoire, après l'intervention du Titulaire, les zones sous la responsabilité du Titulaire dont les exigences de propreté, rangement et d'organisation sont prédéfinies dans le même CCTP.

23.2 Organe de contrôle et modalités de constations

Les contrôles seront effectués uniquement par le comité de pilotage de l'animalerie de manière aléatoire et inopinée. Ces contrôles ont pour but de vérifier que le niveau de qualité est conforme à celui attendu. Et le cas échéant, ils ont pour but de sanctionner une situation de non-conformité du moment.

Dans le cas d'une non-conformité détectée entre 7h30-12h00 et 13h00-15h30, la personne chargée du dialogue avec le comité de pilotage désignée par l'entreprise sera appelée pour constater la non-conformité.

Dans tous les cas (présence ou non de la personne chargée du dialogue avec le comité de pilotage désignée par l'entreprise), un mail sera envoyé par un des membres du comité de pilotage à la personne désignée par le Titulaire en tant que responsable de l'équipe en place au sein de l'animalerie souris de l'IPMC. Un délai de 3 jours ouvrés sera laissé à l'entreprise pour répondre.

Dans le cas avéré d'un manquement au présent accord-cadre ou d'une absence de réponse dans les 3 jours ouvrés, les pénalités prévues dans le présent CCAP seront appliquées.

Le contrôle s'effectue à partir du constat visuel objectif et rigoureux des défauts visibles par le comité de pilotage de l'animalerie. Un registre sera mis en place et maintenu par le comité de pilotage de l'animalerie dans le but de répertorier, le cas échéant, les manquements au présent accord-cadre. Il doit intégrer les remarques faites par le client et la réponse du Titulaire définissant les actions correctives et leurs délais de mise en œuvre suite aux remarques du pouvoir adjudicateur. Si nécessaire des réunions de travail seront organisées.

ARTICLE 24 – OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

Il en va de même pour toutes les imprécisions et/ou ambiguïtés qu'il relèverait dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

ARTICLE 25 – CONFIDENTIALITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS, s'appliquent au présent accord-cadre. Elles sont complétées par les dispositions suivantes :

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire, qui doit se conformer à la réglementation en vigueur et aux obligations de confidentialité visées ci-dessous. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous les membres du personnel intervenant qu'il emploie.

Les prestations, objet de l'accord-cadre, procurent par nature au Titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement de l'animalerie de l'IPMC. Aussi, le Titulaire est tenu par une obligation de confidentialité quant à son fonctionnement aux informations, documents, données, supports, équipements et matériels qu'il est appelé à connaître ou à manipuler pendant l'exécution des prestations.

Le Titulaire est tenu au **secret professionnel le plus absolu** et, en conséquence, ne doit pas divulguer de quelque manière que ce soit d'informations sur les éléments couverts par cet accord-cadre.

Le Titulaire et son personnel s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de non-respect de la clause de confidentialité, l'accord-cadre sera résilié pour faute du titulaire conformément à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 26 – DISPOSITION GENERALES

26.1 Mesures de sécurité

En complément de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif dites ZRR. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

Le Titulaire se rapprochera du CNRS pour mettre en place dès que possible les modalités nécessaires aux accréditations de ses personnels à ces zones.

La communication des informations confidentielles à des tiers n'est autorisée que dans la limite de ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à ce que les personnes ayant eu accès à ces informations confidentielles respectent ces mêmes obligations de confidentialité.

Le Titulaire à l'interdiction de prendre des photographies des installations et équipements ainsi que toute captation vidéographique.

26.2 Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable les personnels du Titulaire, et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à ce que ses agents fournissent les informations suivantes lorsqu'ils sollicitent l'agrément :

- Leur patronyme et leurs prénoms ;
 - Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé : Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - Un titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- Leur adresse actuelle si celle-ci diffère de celle portée sur leur titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations en objet de l'accord-cadre.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs. Le Titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera à son tour l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

26.3 Mesure de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leurs sont applicables, et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS pendant toute la durée de l'accord-cadre.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le contrat, aux frais et risque du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent accord-cadre ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ses personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent contrat. L'exécution du contrat peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du présent contrat, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution des prestations.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent contrat pourra entraîner la résiliation sans indemnité du contrat à ses torts. L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront

conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du contrat sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du contrat.

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements sont la propriété exclusive du CNRS, et ils échappent à ce titre à la propriété du Titulaire. Le titulaire n'a pas le droit d'utiliser les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements pour d'autres clients (exploitation commerciale).

ARTICLE 27 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018 et met l'accent sur la responsabilité des entreprises qui traitent des données. Le Titulaire du présent contrat doit être en mesure de prouver sa mise en conformité avec les principes fondamentaux de la protection des données et notamment la légalité, l'impartialité, la transparence et la minimisation des données. L'ensemble des données clients traités en cours d'exécution du présent contrat est et reste la propriété du CNRS.

ARTICLE 28 – LITIGES – DROIT APPLICABLE

En cas de litige, le tribunal administratif de Nice est seul compétent.

Ce contrat, l'ensemble de ses dispositions, y compris accessoires, et ses annexes sont exclusivement soumis au droit français.

ARTICLE 29 – DEROGATION AU CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge aux CCAG-FCS sur les articles suivants :

CCAP	CCAG FCS
4	3.7.2
8.2	13
16.1	38
19	14
26.3	37